

Info Birmanie

74, rue Notre Dame des Champs

75006 Paris

Tél : 01 46 33 41 62

Email: infobirmanie@gmail.com

SOMMAIRE :

• Actualités

Aung San Suu Kyi dénonce l'utilisation du viol comme arme de guerre en Birmanie

Aung San Suu Kyi annonce une tournée politique en juin

La LND appelle au développement d'un tourisme responsable et réellement indépendant

Un attentat à Naypyidaw fait deux morts

L'annonce d'amnistie : une insulte aux prisonniers politiques

Des prisonniers politiques en grève de la faim se voient refuser leurs revendications

Le Bangladesh refuse l'aide de l'ONU pour les réfugiés Rohingyas

Des cliniques pour séropositifs gérées par des travailleuses du sexe

Libération de 34 résistants birmanes détenus au Bangladesh

Déplacement forcé de 8000 personnes pour la construction d'un barrage impliquant une entreprise suisse.

Les médias toujours plus réprimés en Birmanie

Un rapport de l'ONU met en lumière les conséquences de la corruption du régime birman

ASEAN reporte la candidature de la Birmanie pour la présidence de l'organisation régionale en 2014

États-Unis : la politique des sanctions et de l'engagement continue

Chine et Birmanie : la coopération se poursuit

L'envoyé Spécial de l'ONU note des signes « encourageants » mais des mesures insuffisantes

Le Rapporteur Spécial de l'ONU inquiet pour les minorités ethniques de Birmanie

Deux parlementaires français rencontrent Aung San Suu Kyi

• Eclairage... Campagne pour la libération des journalistes de la DVB

• Portrait... Zayar Thaw

• Retour sur... / Evénements

• Nous soutenir, nous rejoindre

Edito

Le 11 mai 2011 marquait l'anniversaire des 100 jours du nouveau Parlement de Birmanie, convoqué le 31 janvier 2011. Une occasion de faire le point sur la mise en place de la transition démocratique tant annoncée par le régime au pouvoir. Malgré les discours grandiloquents, la réalité reste inchangée : la Birmanie est toujours sous le joug d'une dictature militaire. La tenue de la première session parlementaire en 22 ans en est un exemple probant. Ces dernières furent entachées par l'absence d'un véritable débat et un grand nombre de députés se sont plaints d'être soumis à des conditions de vie semblables à un emprisonnement. Les Ministres du gouvernement ont refusé de répondre aux questions de fond soulevées par les députés. Au total, 87% des propositions soumises par le Parlement ont été rejetées, la majorité parlementaire composée de militaires et d'anciens militaires préférant faire passer la question des sanctions occidentales à l'égard du régime birman avant celle de la réconciliation nationale et la libération de tous les prisonniers politiques.¹

Pendant que se joue ce simulacre de démocratie que certains observateurs décrivent comme « un signe encourageant », le régime continue de commettre de graves crimes à l'encontre de sa population de manière systématique et généralisée. Les troupes du régime ont attaqué et déplacé de force des centaines de civils dans le cadre de nouvelles offensives militaires dans les régions ethniques. Les rapports d'organisations des droits de l'homme shan² révèlent une augmentation des violations des droits de l'homme depuis que l'armée gouvernementale birmane a brisé l'accord de cessez-le-feu signé il y a 22 ans avec un groupe armé shan - la Shan State Army - North - en attaquant le quartier général de l'organisation, en mars dernier. Les crimes commis par l'armée birmane comprennent des viols collectifs, des tirs de mortier sur des populations civiles, des emprisonnements arbitraires, des pillages et des actes de torture. Ces attaques ont causé d'importants déplacements de populations à l'intérieur même du pays mais aussi en direction des pays voisins. Il n'y a pas de doute, la situation de la population birmane s'empire. La liberté de la presse et la liberté d'expression continuent à être bafouées en toute impunité. Les plus de 2000 prisonniers politiques sont toujours derrière les barreaux et le nombre de déplacés internes et de réfugiés ne cesse d'augmenter.

Pourquoi donc la Commission européenne a-t-elle décidé de réduire l'aide allouée aux victimes des conflits qui sévissent en Birmanie? Pourquoi la France n'apporte-telle pas un soutien financier aux organisations d'aide transfrontalière à l'instar de la Grande-Bretagne? Ces organisations sont en effet les seules à pouvoir venir en aide aux populations qui fuient les attaques de l'armée et qui n'ont donc pas accès aux soins médicaux les plus basiques, ni au soutien des organisations internationales à qui les autorités birmanes refusent le droit d'entrée dans ces zones.

En attendant que ces questions trouvent une réponse, l'Union européenne doit de toute urgence appelé le régime birman à établir immédiatement un cessez-le-feu à l'échelle nationale et à mettre un terme aux violations des droits de l'homme perpétrées contre la population civile.

1. Pour plus d'info, veuillez consulter le dernier rapport d'Info Birmanie sur [les 100 premiers jours du Parlement](#).
2. la Shan Human Rights Foundation and et la Shan Women's Action Network

Bonne lecture

L'équipe d'Info Birmanie

Aung San Suu Kyi et la LND

Aung San Suu Kyi dénonce l'utilisation du viol comme arme de guerre en Birmanie

Dans un discours transmis par vidéo lors d'une conférence sur les droits des femmes au Canada¹, Aung San Suu Kyi, a déclaré que le viol est utilisé comme arme de guerre en Birmanie dans le but de diviser les sociétés, les genres, les groupes ethniques et les peuples. Aung San Suu Kyi a également souligné que la l'éducation et le dialogue entre les hommes et les femmes sont nécessaire pour éradiquer l'utilisation du viol comme arme de guerre.²

Aung San Suu Kyi annonce une tournée politique en juin

Lors d'une visioconférence avec l'Université de Hong Kong le 31 mai, Aung San Suu Kyi a annoncé qu'elle allait effectuer sa première tournée politique depuis sa libération il y a six mois. La prix Nobel de la paix a indiqué qu'elle espérait effectuer cette tournée en juin mais n'a pas fourni de détails. « *Je ne peux pas vous dire où je vais me rendre. Nous essayons de mettre au point un itinéraire* », a-t-elle déclaré en ajoutant : « *On ne m'a donné aucune garantie concernant ma sécurité* ». Cette tournée marquerait son premier voyage en dehors de Rangoun depuis sa libération en novembre dernier, mais aussi depuis l'embuscade orchestrée la junte militaire dont elle avait été victime il y a huit ans, à Depayin. Soixante dix de ces sympathisants avaient été tués dans cette attaque du 30 mai 2003. A l'issue de cette tentative d'assassinat, Aung San Suu Kyi avait été arrêtée, avant d'être placée en résidence surveillée, jusqu'en novembre dernier.³

La LND appelle au développement d'un tourisme responsable et réellement indépendant

Le 20 mai 2011, la LND a publié une déclaration explicitant sa position sur le tourisme en Birmanie. Le parti d'Aung San Suu Kyi prône le développement d'un tourisme responsable et indépendant, tout en mettant en garde contre les dérives d'un tourisme peu éclairé, pouvant nuire aussi bien aux populations locales qu'à l'environnement. Rappelant les raisons pour lesquelles la LND a appelé en 1996 au boycott du tourisme en Birmanie, cette déclaration revient sur les déplacements de populations et les cas de travail forcé liés au développement du tourisme dans le pays. Elle précise que ce n'est pas l'afflux de touristes dans le pays qui aidera à mettre un terme à ces violations des droits de l'homme mais la mise en place de politiques gouvernementales appropriées.

Dans ce communiqué, la LDN souligne le fait qu'une grande partie des entreprises touristiques les plus importantes appartiennent au régime militaire et à ses proches et invite les touristes à pratiquer une « discrimination positive » en faveur d'entreprises sans lien avec le régime et œuvrant pour la promotion de l'artisanat traditionnel et la préservation de l'environnement.⁴

Cette déclaration sera bientôt disponible en français sur le site d'Info Birmanie. En attendant, vous pouvez la consulter en anglais sur [le site de la LND](#)

Sécurité

Un attentat à Naypyidaw fait deux morts

Mercredi 18 mai, au moins deux personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées lorsqu'une bombe a explosé dans un train près de la capitale Naypyidaw où un haut responsable américain se trouvait en visite. Le train reliait l'ancienne capitale Rangoun à Mandalay. L'attentat est le premier à frapper le pays depuis la mise en place du nouveau « gouvernement ».⁵

1 Intitulée "Women Forging a New Security: Ending Sexual Violence in Conflict" cette conférence s'est tenue du 22 au 25 mai à Montebello au Canada.

2 Irrawaddy (24 mai 2011) *Rape is a 'Tool of War' in Burma: Suu Kyi* Irrawaddy

3 AP (30 mai 2011) *NLD Suu Kyi Plans Tour of Countryside in June*; Reuters (30 mai 2011) *La Birmane Suu Kyi invite Pékin à davantage d'ouverture*

4 IrrawaddyToursim....

5 Irrawaddy (24 mai 2011) 5 AFP (18 mai 2011) *Birmanie : deux morts dans un attentat dans un train près de la capitale*

Prisonniers politiques

L'annonce d'amnistie : une insulte aux prisonniers

Les autorités birmanes ont mis en scène un faux geste de clémence en annonçant le 16 mai une amnistie pour 17000 prisonniers. Cette mesure concerne en fait les prisonniers condamnés à mort qui ont vu leur peine commuée en prison à vie, ainsi que tous les autres prisonniers qui bénéficient d'une réduction de peine d'un an. Ainsi, les 17 000 prisonniers libérés grâce suite à cette mesure arrivaient au terme de leur peine, et seulement une cinquantaine d'entre eux étaient des prisonniers politiques. Cette décision n'a malheureusement aucun impact sur la grande majorité d'entre eux qui purgent des peines de prison de longue durée, la plus importante étant de 104 ans. Il s'agit pour le régime d'éviter de relâcher les leaders de l'opposition démocratique dont beaucoup ont été condamnés à des peines de 65 ans ou plus après le soulèvement populaire de 2007. Cette « amnistie » n'est donc que le énième leurre mis en place par le régime et montre une nouvelle fois le mépris des autorités birmanes envers leur propre population mais aussi envers l'ensemble de la communauté internationale qu'elles croient dupe d'une telle supercherie.⁶

Des prisonniers politiques en grève de la faim se voient refuser leurs revendications

Moins d'une semaine après que le nouveau gouvernement ait annoncé une amnistie pour des milliers de prisonniers, une trentaine de prisonniers politiques incarcérés dans la prison d'Insein à Rangoon ont entamé une grève de la faim pour réclamer de meilleures conditions de détention. Ils exigent notamment du matériel de lecture, des rations alimentaires suffisantes et de meilleurs soins de santé. Leur demande a été rejetée par les autorités. Sept femmes de la prison étaient à l'initiative de cette grève qui fut suivie quelques jours plus tard par 22 hommes dont trois moines bouddhistes. Pour mettre un terme à leurs protestations, les autorités pénitentiaires ont placé plusieurs d'entre eux en isolement. Plusieurs jours après la fin de cette grève, un nouveau groupe de prisonniers politiques incarcérés dans la prison de Kale, dans le Nord de la Birmanie, a entamé une grève de la faim. Parmi eux, Ashin Gambira, un des moines ayant joué un rôle primordial lors de la révolution safran de 2007. Il purge actuellement une peine de 68 ans.⁷

Humanitaire

Le Bangladesh refuse l'aide de l'ONU pour les réfugiés rohingyas

Depuis plusieurs décennies, le Bangladesh fait face à l'afflux de centaines de milliers de réfugiés Rohingyas, une minorité de confession musulmane persécutée en Birmanie. Les Rohingyas vivent au Bangladesh dans des conditions d'extrême pauvreté. L'ONU vient de proposer au gouvernement Bengali une aide financière d'un montant de 33 millions de dollars. Cependant, celui-ci l'a refusé au motif que cette aide se fait au détriment des bengalis. Les relations entre le Bangladesh et la Birmanie sont aujourd'hui cordiales et ce refus d'aide semble s'inscrire dans une volonté de ne pas inciter les Rohingyas à s'installer au Bangladesh.⁸

Des cliniques pour séropositifs gérées par des travailleuses du sexe

Plusieurs cliniques faisant partie du projet « Top » assurent une prise en charge des personnes séropositives : des tests aux conseils pratiques, en passant par des consultations de routine. La spécificité de ces cliniques est de ne recruter que des travailleuses du sexe « parce qu'il ne doit pas y avoir de stigmatisation ou de discrimination », explique Habib Rahman, le fondateur et actuel directeur de l'une d'entre elles. Ce type de projet est essentiel, dans un pays où les dépenses de santé ne représentent en 2007 que 0,9% du budget de l'Etat, et où l'absence d'éducation sexuelle et certaines valeurs conservatrices alimentent l'une des pires épidémies de sida d'Asie. Selon un rapport de l'ONU paru en août 2010, près de 20% des 60 000 prostituées birmanes étaient séropositives en 2008, ce qui constitue une des premières causes de transmission du VIH. Elles vivent en marge de la société, dans un pays où la police utilise les préservatifs comme pièces à convictions pour les arrêter. En 2010, les cliniques comme celles du projet Top ont accueilli 11 770 femmes prostituées et 10 727 hommes.⁹

Dernières libérations de masse de prisonniers en Birmanie			
Date	Nombre total de prisonniers	Prisonniers politiques	%
18 Nov 2004	3,937	28	0.7%
29 Nov 2004	5,311	12	0.2%
13 Dec 2004	5,070	21	0.4%
3 Jan 2005	5,588	26	0.5%
6 Jul 2005	334	253	75.7%
3 Jan 2007	2,831	50	1.7%
23 Sep 2008	9,002	10	0.1%
20 Feb 2009	6,313	24	0.4%
17 Sep 2009	7,114	128	1.8%
16 May 2011	14,578	55	0.4%
Total	60,078	607	1.0%

6 Irrawaddy (19 mai 2011) Burma's Amnesty Program Receives Widespread Criticism

7 DVB (31 mai 2011) Insein prison rejects strikers' demands ; DVB (30 mai 2011) Hunger strike spreads to remote jails ;

8 DVB (2 mai 2011) Bangladesh rejects UN help for Rohingya

9 AFP (21 mai 2011) Des cliniques gérées par des prostituées, refuges des séropositifs birmanes

Minorités et réfugiés

Libération de 34 résistants birmans détenus au Bangladesh

Le 19 mai 2011, trente-quatre résistants birmans détenus depuis 13 ans en Inde ont enfin été libérés. Ces derniers avaient été arrêtés le 11 février 1998 sur l'île de Landfall par l'armée indienne. Ils avaient été piégés et ne pensaient pas être sur le sol indien de manière illégale. Issus des minorités ethniques rohingya et karen et étaient membres de partis politiques interdits en Birmanie. Un retour en Birmanie aurait pour eux été synonymes de tortures et d'un nouvel emprisonnement.¹⁰

Déplacement forcé de 8000 personnes pour la construction d'un barrage impliquant une entreprise suisse.

Les autorités militaires ont ordonné à 8000 personnes de quitter leur domicile en vue de la construction d'un barrage hydroélectrique par des entreprises chinoises et européennes dont l'entreprise suisse Af Colenco.

Selon un rapport de Kayan New Generation Youth, publié le 31 mai, les villageois concernées ont été notifiés qu'ils ont jusqu'au mois d'octobre 2011 pour partir et recevront seulement 50 \$ US à titre de compensation. Situé dans l'Etat Shan où vivent de nombreuses minorités ethniques, ce nouveau barrage alimentera la nouvelle capitale Naypyidaw en électricité. Dans son rapport, le groupe Kayan invite les investisseurs étrangers à se retirer du projet en raison des violations des droits des communautés locales.¹¹

Liberté d'expression

Les médias toujours plus réprimés en Birmanie

Le 2 mai, Freedom House a publié un rapport intitulé «La liberté de la presse 2011 », une enquête évaluant le niveau de liberté des médias à travers le monde . Le rapport classe la Birmanie 191ème sur 195 pays passés en revue.¹² Le 3 mai, dans un discours à l'occasion de la Journée mondiale pour la liberté de la presse, le président américain Barack Obama a déclaré que la Birmanie était l'un des pays qui «continue à être réputé pour la répression qu'il exerce vis-à-vis des médias». ³

En mai, de nouvelles restrictions ont été mises en place par les autorités birmanes:

- Le Bureau de la censure a :
 - Suspendu la publication de l'hebdomadaire « True News » pendant deux semaines. Le journal a été accusé d'imprimer des informations trompeuses à propos d'une promotion sur un téléphone mobile lancé par le Ministère de la communication. Toutefois, la vraie raison de la suspension serait en lien avec la publication d'une caricature anti-régime dans le journal.¹⁴
 - Interdit aux médias locaux de couvrir la conférence de presse du chef de cabinet du secrétaire général des Nations unies Vijay Nambiar qui s'est tenue le 13 mai à l'aéroport international de Rangoon. Vijay Nambiar a déclaré qu'il avait demandé à de hauts dignitaires du régime de libérer tous les prisonniers politiques et d'engager un dialogue tripartite.¹⁵
 - Supprimé certaines passages de la conférence de presse d'Aung San Suu Kyi le 13 mai, dans laquelle elle a déclaré qu'il était plus important pour la Birmanie d'enclencher un changement politique que d'obtenir la présidence de l'ASEAN.¹⁶
- Plusieurs restrictions sur les cyber cafés ont été publiées, dont l'interdiction d'utiliser des CD et des clés USB.¹⁷
- Le 10 mai, lors d'une conférence de presse à Rangoon, Nyan Tun Oo, le Ministre régional de l'Éducation, de la Santé, des Affaires étrangères, et de l'Immigration pour la division de Rangoon, a demandé aux journalistes de ne pas couvrir des événements pouvant nuire à la sécurité nationale et les a averti de ne pas être critique envers l'Etat.¹⁸

10 Irrawaddy (19 mai 2011) 34 burmese rebels to be freed in Bengal ; BCUK (19 mai 2011) Burma Campaign UK Welcomes Release of 34 Resistance Fighters

11 Irrawaddy (31 mai 2011) European-Chinese Dam in Burma Displaces 8,000

12 Freedom House (02 May 11) Freedom of the Press 2011

13 Irrawaddy (04 Mai 2011) Burma Among Most Repressive of Press Freedoms: Obama

14 Irrawaddy (16 May 11) True News Journal Suspended for Two Weeks

15 Irrawaddy (18 May 11) Burma censors reports on UN Envoy press briefing

16 Irrawaddy (18 Mai 201) Burma censors reports on UN Envoy press briefing

17 DVB (16 May 11) Internet cafes ban CDs, USB drives; RSF (17 May 11) Surveillance of media and Internet stepped up under new civilian president

18 Irrawaddy (11 Mai 2011) Sensitive News Barred: Rangoon Minister

Economie

Un rapport de l'ONU met en lumière les conséquences de la corruption du régime birman

Le 12 mai, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a publié un rapport intitulé « *Les flux financiers illicites dans les 48 pays les moins avancés* ». ¹⁹ Ceux-ci comprennent le transfert transfrontalier de fonds issus de la corruption, le commerce de marchandises de contrebande, les activités criminelles et l'évasion fiscale. Le rapport suggère que l'un des facteurs contribuant aux flux financiers illicites est un taux de change surévalué, ce qui stimule la croissance des activités économiques souterraines, amplifie la corruption et fausse la répartition des revenus. Dans le cas de la Birmanie, l'étude révèle que :

- La Birmanie est à la huitième place des 10 premiers exportateurs de capitaux illicites entre 1998 et 2010, avec environ 8,5 milliards de dollars de fonds non déclarés. Entre 2000 et 2006, ces sorties de fonds illicites représentaient en moyenne 9% du PIB national.
- Entre 1999 et 2005, « l'économie souterraine » du pays représentait en moyenne 50% de son PIB.

Malgré ces statistiques accablantes, le régime continue à revendiquer sa tolérance vis-à-vis de la corruption. Le 10 mai, deux jours seulement avant la publication du rapport du PNUD, le Ministre de l'Éducation, de la Santé, des Affaires étrangères, et de l'Immigration pour la division de Rangoon, Nyan Tun Ooa, a déclaré qu'il était impossible d'éradiquer la corruption du régime dans l'immédiat car il serait difficile de trouver des « *remplaçants qualifiés* » pour de nombreux postes clés du régime. ²⁰

Communauté internationale

L'ASEAN reporte la candidature de la Birmanie pour la présidence de l'organisation régionale en 2014

Quelques jours avant le début du 18e Sommet de l'Association des Nations sud-est asiatiques (ASEAN), le président Thein Sein a fait pression pour que la Birmanie puisse assurer la présidence de l'ASEAN en 2014. ¹⁹ Le 5 mai, Thein Sein a rencontré le président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono, et lui a demandé de soutenir la candidature du régime pour la présidence tournante de l'ASEAN en 2014. Après la réunion, le Ministre des Affaires étrangères indonésien a déclaré que le président de son pays porterait la question devant les dirigeants de l'ASEAN lors du sommet. ²¹ Toutefois, le 8 mai, pendant les dernières heures du Sommet, les dirigeants de l'ASEAN ont décidé de reporter la demande du régime birman, affirmant que l'ASEAN n'avait pas d'objection à la demande de la Birmanie pour assurer la présidence de l'ASEAN tant que le pays « *continue de faire des progrès vers la démocratie*. » ²²

États-Unis : la politique des sanctions et de l'engagement continue

Le 18 mai, le sous-secrétaire d'État adjoint américain pour l'Asie orientale et le Pacifique, Joseph Yun, a entamé une visite de trois jours en Birmanie. ¹⁶ Joseph Yun a rencontré le Ministre des Affaires étrangères du régime birman, Lwin Maung Wunn, à Naypyidaw pour discuter des relations bilatérales. Il a aussi rencontré Aung San Suu Kyi et lui a affirmé que les États-Unis faisait pression pour qu'une « *évolution notable* » ait lieu en Birmanie. ²³ Selon un communiqué officiel de l'ambassade américaine à Rangoun, Joseph Yun a exprimé son inquiétude au sujet des liens militaires qu'entretiennent la Birmanie et la Corée du Nord. Le sous-secrétaire d'État américain aurait également appelé à « *la mise en place de mesures concrètes* » visant à la démocratisation du pays, le respect des droits de l'homme, et la libération des prisonniers politiques. ²⁴ Le 16 mai, le président Barack Obama a quant à lui reconduit les sanctions visant le régime birman car les autorités auraient pris des mesures « *contraires aux intérêts américains* ». ²⁵

19 "Illicit Financial Flows from the Least Developed Countries: 1990-2008", United Nations Development Program (UNDP)

20 Mizzima News (11 Mai 11) Impossible to eliminate corruption quickly: Rangoon minister

21 Bangkok Post (06 Mai 2011) Burma applies to be Asean chairman; DPA (08 Mai 2011) Myanmar likely to host ASEAN summit in 2014; Jakarta Post (08 Mai 2011) Myanmar could lead ASEAN in 2014

22 Reuters (08 Mai 2011) ASEAN open to giving Myanmar chairmanship in 2014

23 Irrawaddy (18 Mai 2011) US Diplomat Begins Visit to Burma

24 DPA (19 Mai 2011) Senior US diplomat demands "significant developments" in Myanmar

25 AFP (17 Mai 2011) US renews Myanmar sanctions

Communauté internationale (suite)

Chine et Birmanie : la coopération se poursuit

Le président Thein Sein a entrepris le 26 mai une visite de trois jours en Chine²⁰ durant laquelle il a signé neufs accords avec le président chinois Hu Jintao²¹, dont un accord de coopération pour un prêt de 765 millions de US \$ accordé par la China Development Bank au Ministère des finances birman. Plusieurs accords de ce type ont été conclus entre différents ministères chinois et birmans, dont un permettant de financer un projet hydroélectrique.²² Le premier ministre chinois Wen Jiabao a indiqué que Beijing souhaitait continuer à aider la Birmanie à se développer économiquement. Wen Jiabao a appelé à la bonne conduite des projets d'infrastructure chinois en cours de construction en Birmanie, dont des oléoducs, des gazoducs, des centrales hydroélectriques, et des lignes de transports.²³

L'envoyé Spécial de l'ONU note des signes « encourageants » mais des mesures insuffisantes

Vijay Nambiar, le chef de cabinet du secrétaire général des Nations unies s'est rendu en Birmanie du 11 au 13 mai afin rencontrer les membres du nouveau gouvernement ainsi que le prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi et des représentants de l'opposition. A l'issue de cette visite il a exhorté le régime birman à mettre en œuvre ses engagements concernant la gouvernance, les droits de l'homme et l'Etat de droit. Il a souligné que « la libération de tous les prisonniers politiques, l'ouverture d'un dialogue ouvert avec toutes les parties de la société ainsi que l'assistance de la communauté internationale étaient nécessaires afin que les réformes proposées soient acceptées par tous ». Le 19 mai, au cours d'une session à huis clos avec les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, il a déclaré avoir décelé des « signes encourageants » de la part du nouveau gouvernement « civil » mis en place en mars dernier. Il a précisé que si le régime avait fait quelques pas dans la bonne direction en réduisant les peines des prisonniers birmans, permettant la libération de quelques prisonniers politiques, ces mesures étaient somme toute insuffisantes.²⁴

Le Rapporteur Spécial de l'ONU inquiet pour les minorités ethniques de Birmanie

Le Rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, Tomás Ojea Quintana, a rappelé le 23 mai dernier que la situation des minorités ethniques dans les zones frontalières du pays constituait un obstacle à la transition démocratique. N'ayant pas été autorisé à se rendre en Birmanie, l'expert a déclaré à la fin de sa mission de huit jours en Thaïlande que « les violences se poursuivent dans ces zones, alors que la militarisation systématique contribue à des violations des droits de l'homme ». Les violations « très répandues » comme la confiscation de terres, le travail forcé, les déplacements de populations, les exécutions extrajudiciaires et les violences sexuelles se poursuivent et « sont toujours tolérées par les autorités ». Le Rapporteur spécial s'est inquiété que le gouvernement actuel ne trouve pas de solution politique pour résoudre les conflits ethniques, malgré la « création de juridictions étatiques nationales et régionales », notamment parce que le processus électoral en a exclu plusieurs groupes ethniques et groupes d'opposition importants. L'expert onusien a également souligné l'importance de la mise en place d'une Commission d'enquête sur les potentiels crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés en Birmanie. Cette commission serait selon lui un instrument pouvant assurer la transition démocratique, la réconciliation nationale, l'établissement des responsabilités et mettre un terme aux violations des droits de l'homme.²⁵

Deux parlementaires français rencontrent Aung San Suu Kyi

Gaëtan Gorce, député de la Nièvre et Roland Blum, député des Bouches-du-Rhône, se sont rendus en Birmanie en mai, dans le cadre d'une mission d'information mise en place par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Alors qu'aucune mission parlementaire française ne s'était rendue en Birmanie depuis 1999, il s'agissait pour ces deux députés de se rendre compte sur place de l'évolution de la situation. Un rapport parlementaire sera rendu à l'Assemblée nationale très prochainement. Messieurs Gorce et Blum ont par ailleurs pu rencontrer Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la Paix en 1991.²⁶

20 Irrawaddy (25 Mai 2011) Thein Sein Tackles Chinese Navy Issue; Xinhua (28 Mai 2011) Myanmar President concludes visit to China; DPA (27 May 11) Myanmar president meets Chinese leaders; Reuters (27 Mai 2011) Myanmar, China seal friendship with loan agreements

24 DPA (11 Mai 2011) UN special envoy visits Myanmar; UN News Center (13 Mai 2011) Myanmar: UN envoy meets with leading Government and opposition figures

25 OHCHR (23 Mai 2011) Statement of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, Mr. Tomas Ojea Quintana; UN Envoy Doubts Burma Govt Commitment; Chinland Guardian (23 Mai 2011) Violence Continues in Ethnic Areas, says UN Special Rapporteur

26 ambassade de France à Rangoun, *Des députés français en Birmanie*, <http://www.ambafrance-mm.org/spip.php?article450>

Eclairage :

Campagne pour la libération des journalistes de la DVB



Cinq des 17 journalistes de la DVB emprisonnés. De droite à gauche : Win Maw, Maung Maung Zeya, Sithu Zeya, Ngwe Soe Lin, Hla Hla Win. Les noms des 12 autres ne sont pas cités pour des raisons de sécurité (Photo: DVB)

Pour la journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2011, la *Democratic Voice of Burma (DVB)*, média birman en exil, a lancé une campagne pour la libération de ses 17 vidéo journalistes (VJ), condamnés à de lourdes peines de prison en Birmanie.

Le lancement de cette campagne intervient moins de deux mois après la nomination officielle du nouveau gouvernement birman, censée marquer le début de la transition vers la mise en place d'un régime civil. Pourtant, les arrestations de journalistes se multiplient. Ils viennent grossir les rangs des quelques 2 100 prisonniers politiques détenus en Birmanie. Rien n'a changé depuis la fin annoncée du pouvoir militaire.

La Birmanie est largement reconnue comme étant l'un des pays les plus répressifs envers les médias, et est constamment reléguée aux derniers rangs des classements de la liberté de la presse. Plus de 25 professionnels des médias demeurent derrière les barreaux en Birmanie. Certains, comme Hla Hla Win, journaliste de la DVB, purgent une peine de 27 ans de prison.

Les médias birmans en exil, tels que la DVB, sont alimentés par le travail de journalistes qui travaillent depuis la Birmanie dans le plus grand secret. Leur travail est dangereux, mais vital, en ce qu'il permet de lever, en partie, le voile sur l'un des Etats les plus hermétiques de la planète.

Au cours des six derniers mois, deux autres vidéo-journalistes de la DVB ont été arrêtés : Sithu Zeya, âgé de 21 ans, a été condamné à huit ans de prison ferme en décembre dernier pour avoir photographié le bilan désastreux d'une attaque à la grenade à Rangoun en avril 2010.

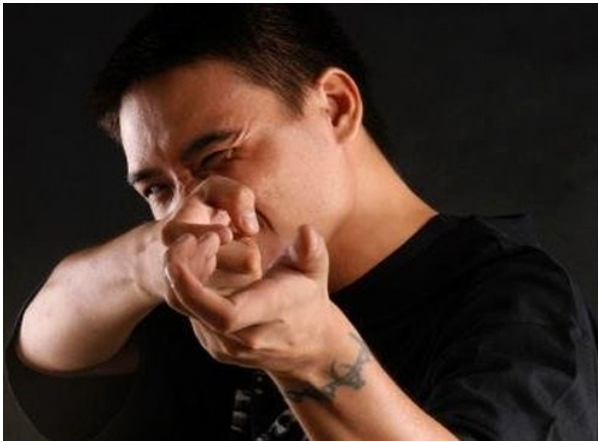
La DVB demande aux autorités birmanes de le libérer immédiatement, ainsi que cinq autres journalistes de la DVB qui purgent de très longues peines de prison pour les images qu'ils ont tourné : Hla Hla Win, Win Maw, Sithu Zeya et Maung Maung Zeya. Ils représentent une petite partie des 17 journalistes de la DVB qui sont aujourd'hui emprisonnés en Birmanie et dont nous ne pouvons divulguer les noms pour des raisons de sécurité.

Nous avons besoin de votre aide pour les faire libérer:

Signez la pétition en ligne: <http://infobirmanie.wufoo.com/forms/patition-libarez-les-journalistes-de-la-dvb/>

Portrait de Zay Yar Thaw

Chanteur et ancien prisonnier politique



Le célèbre chanteur de Hip Hop Zay Yar Thaw a été libéré le 17 mai 2011, après avoir purgé deux ans et demi de sa peine de six ans de prison. Il fait partie de la poignée de prisonniers politiques libérés lors de la très critiquée amnistie annoncée par les autorités birmanes le 16 mai dernier.

Zay Yar Thaw, âgé de 30 ans, a connu la célébrité avec son groupe de Hip Hop « Acid ». Le groupe chante les frustrations des jeunes de Birmanie, ce qui lui a valu une très grande popularité. Après la révolution de safran de septembre 2007, il a fondé avec d'autres le mouvement 'Generation Wave' (GW), qui rassemble de jeunes Birmans en lutte contre le régime au pouvoir. Ils organisent des campagnes d'affichage et de diffusion de tracts dénonçant le gouvernement et utilisent la musique et les graffitis pour faire passer leur message. Quinze membres de GW sont toujours derrière les barreaux.

Le 20 novembre 2008, Zay Yar Thaw a été déclaré coupable d'avoir «fondé une organisation illégale» et de se trouver en possession illégale de devises étrangères. La loi interdisant d'être en possession de devises étrangères est en effet souvent utilisée pour arrêter des opposants au régime, qu'ils soient journalistes, moines ou bien artistes. Zay Yar Thaw a ainsi été condamné à la peine maximale de 6 ans pour les deux chefs d'accusation retenus contre lui.

D'après Zay Yar Thaw, un changement politique ne peut survenir en Birmanie qu'en développant des pressions depuis l'intérieur. Il appelle ainsi les jeunes à s'impliquer plus en politique et à porter les revendications de la population pour plus de justice.

Interviewé par le média en exil *Democratic Voice of Burma* (DVB), il donne son impression sur la situation actuelle en Birmanie : « Notre pays est toujours en état de régression. La situation dans tous les secteurs, que ce soit l'éducation ou la santé, va en s'empirant. Le système économique ne profite qu'à ceux qui sont proches du pouvoir alors que notre niveau de vie chute. »

S'adressant aux prisonniers politiques toujours incarcérés, Zay Yar Thaw précise « Je voudrais leur dire, ainsi qu'à leurs familles et à tous les parents et frères et sœurs des prisonniers politiques que je compatis avec eux et je travaillerai personnellement pour leur libération, comme si il s'agissait de la mienne. » L'artiste ne veut pas trop mettre en avant sa libération. La mesure prise par les autorités a permis de réduire toutes les peines de prison d'un an et de commuer les peines de mort en emprisonnement à vie. Mais plus de 2000 prisonniers politiques sont toujours en détention, certains purgeant des peines dépassant les 100 ans de prison. « Nos frères et sœurs ne sont pas encore libérés. Il serait très triste pour les générations futures si nous, les jeunes, nous ne pouvions pas assumer la responsabilité de sortir notre pays de cette spirale de régression. »

Interrogé sur les élections de 2010, l'entrée en vigueur de la constitution de 2008 et la mise en place du nouveau gouvernement « civil » en début d'année, Zay Yar Thaw répond : « Je m'attendais à ce qu'un gouvernement élu en vertu de cette constitution soit une dictature, ou du moins dirigé par des marionnettes à la solde des dictateurs. Et je n'ai toujours pas changé d'avis à ce sujet. Il serait difficile pour nous de considérer ce gouvernement comme véritablement démocratique si les prisonniers politiques ne sont pas tous libérés. »

Source : DVB (18 mai 2011), *Freed hip-hop star says Burma 'regressing'*

Retour Sur...

2652 citoyens français demandent à la France de soutenir l'aide transfrontalière en Birmanie



Au mois de septembre 2010, Info Birmanie a lancé une campagne intitulée « Crimes et impunité en Birmanie : des populations passées sous silence. »

Cette campagne a pour but d'alerter le public et les autorités françaises sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis à l'encontre des minorités nationales, en particulier dans l'est du pays. Travail forcé, déplacements de population, meurtres, tortures, viols, enrôlement de force d'enfants dans l'armée...

C'est dans les régions où vivent les minorités nationales que la violence du régime militaire birman au pouvoir atteint son apogée. Paulo Sergio Pinheiro, rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme jusqu'en 2008, évoquait les 3300 villages déjà détruits par l'armée en quinze ans. En mars 2010, son successeur Tomás Ojea Quintana a rappelé la nature massive et systématique des violations commises en Birmanie et a recommandé à l'ONU la création d'une commission d'enquête sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

Grâce aux efforts continus des organisations birmanes et internationales, 16 pays se sont déclarés en faveur de l'établissement d'une commission d'enquête sous l'égide de l'ONU dont les Etats-Unis, l'Australie, le Canada, la République Tchèque, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Irlande.

En France, nos efforts ont été couronnés de succès puisque le gouvernement français a déclaré en septembre 2010 son soutien officiel la mise en place de cette commission. Par ailleurs, à l'initiative d'Info-Birmanie, 60 parlementaires avaient signé un appel demandant à notre gouvernement de se prononcer publiquement en faveur d'une commission d'enquête en Birmanie. C'est aujourd'hui chose faite.

En attendant que ce processus aboutisse, un demi-million de personnes sont toujours dans une situation d'urgence humanitaire et sanitaire. Fuyant les attaques de l'armée, elles se réfugient dans la jungle où elles sont privées d'accès aux soins étatiques les plus basiques. Le Royaume-Uni a récemment compris qu'il était vital de leur apporter un soutien financier. Entre septembre 2010 et mai 2011, 2652 citoyens français ont signé cette pétition pour demander à la France qu'elle en fasse de même.

Ces signatures ont été remises vendredi 26 mai 2011 au Ministère des Affaires étrangères.

Merci à toutes celles et ceux qui ont soutenu cette initiative, nous vous tiendrons informés des suites de cette campagne.

Evènements

7 juin à 19h00: Expo et Projection débat sur la Birmanie

Programme de la soirée: (ENTREE LIBRE)

- Projection du documentaire "Derrière la palissade" suivie d'un débat avec Info-Birmanie et Mr Htoo Chit, directeur de l'ONG Foundation for Education and Development (FED) qui travaille auprès des migrants birmans en Thaïlande.

Exposition photo « Insight into Burmese Life in Thailand »

- 30 clichés illustrant la vie quotidienne des migrants birmans en Thaïlande : logement, travail, éducation, santé, culture et traditions de la région de Phang Nga, réalisés en partie par les enfants du centre éducatif et des volontaires du FED;

- 20 clichés illustrant les conditions de vie dans le camp de réfugiés de Nu Po, réalisés lors d'un séjour de 4 mois au sein du camp.

CCFD

4, rue Jean Lantier

75001 paris

Métro Châtelet

18 juin à 12h00: A l'occasion de l'anniversaire d'Aung San Suu Kyi:

Projection exclusive du documentaire « Birmanie, la dictature de l'absurde »

Synopsis: Tristan Mendès France et Gaël Bordier sont partis tourner clandestinement en Birmanie. Ils en ramènent un film tout à fait original, un document exclusif qui raconte la vie quotidienne des Birmans et les travers absurdes de la junte, le tout dans un documentaire satirique. "Happy World: Birmanie, la dictature de l'absurde", c'est un voyage au coeur du pays, qui donne à voir une Birmanie comme on ne l'a jamais vue à l'écran.

Cinéma Le Nouveau Latina

20 rue du Temple

75004 paris

Métro Hôtel de Ville



74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél: 01 46 33 41 62
www.info-birmanie.org/
Mail: infobirmanie@gmail.com

« Usez de votre liberté
pour promouvoir la
nôtre »
Aung San Suu kyi



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

*Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole,
de manière ponctuelle ou régulière :*

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

**Contactez Isabelle ou Marie
au 01 46 33 41 62 ou par mail
à infobirmanie@gmail.com**